
Contre-insurrection et action psychologique : Tradition et modernité

François Géré

Septembre 2010



Laboratoire
de Recherche
sur la **D**éfense

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 972-2-86592-763-0

© Ifri – 2010 – Tous droits réservés

Toute demande d'information, de reproduction ou de diffusion peut être adressée à publications@ifri.org

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tel : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tel : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

« Focus stratégique »

Les questions de sécurité exigent désormais une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection « **Focus stratégique** », d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, « **Focus stratégique** » fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de Recherche sur la Défense (LRD).

L'auteur

François Géré, agrégé et docteur en histoire, est président de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS). Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur les questions de défense, dont *La guerre psychologique* (Economica, 1997), le *Dictionnaire de la pensée stratégique* (Larousse, 1999) et *Pourquoi les guerres ?* (Larousse, 2002).

Le comité de rédaction

Rédacteur en chef : Etienne de Durand

Rédacteur en chef adjoint : Marc Hecker

Assistante d'édition : Caroline Aurelle

Comment citer cet article

François Géré, « Contre-insurrection et action psychologique : tradition et modernité », *Focus stratégique*, n° 25, septembre 2010.

Sommaire

Introduction	5
Contre-insurrection et opérations psychologiques : antécédents et composantes	9
Contre-insurrection et opérations psychologiques à l'âge de l'information	19
Conclusion : un bref retour sur quelques idées reçues	33
Références	37

Introduction

En quoi la guerre réputée « irrégulière » ou « insurrectionnelle » se différencie-t-elle de la guerre traditionnelle ou ordinaire ? Distinguons en préambule trois catégories de critères.

Le premier est d'ordre juridique. Au cours des siècles, se fondant sur les pratiques constatées, le droit international mais non universel est parvenu à établir que deux ou plusieurs Etats se déclarent en état de guerre et vont combattre ouvertement selon des principes établis en respectant certaines conventions, certains codes de conduite. Depuis les origines, à travers le « *jus in bello* » des pères de l'Eglise et les conventions de La Haye, la guerre est soumise à d'incessantes entreprises de normalisation. Cet effort suggère *a contrario* que les déviations, les contraventions plus ou moins graves polluent constamment le respect des principes supposés établis. Reste que la codification de la guerre permet de distinguer la notion « d'irrégularité » qui caractérise les affrontements insurrectionnels parfois dénommés « guerres révolutionnaires », notion très réductrice au regard de la diversité des situations. Ces guerres a-typiques mais très fréquentes et meurtrières peuvent se ramener à deux catégories : soit un conflit civil interne, soit une opposition armée plus ou moins organisée à la présence d'un envahisseur, un occupant qui se déclare ou non temporaire. L'incertitude sur la durée constitue un élément clé de la lutte qui s'engage. Or, il arrive assez fréquemment que les deux cas de figure se combinent, donnant naissance à plusieurs sous-ensembles. Une puissance étrangère peut venir soutenir un gouvernement contesté par une insurrection intérieure. Elle peut aussi contribuer à installer durablement un gouvernement après avoir renversé le régime antérieur qui lui était hostile. Les exemples sont fort nombreux au Vietnam, en Afghanistan (intervention soviétique et aujourd'hui américano-otanienne), en Irak en 2003 pour ne citer que les plus récents. Parfois les intervenants sont suspectés d'avoir attisé les tensions locales afin de trouver une justification politique et une légitimité juridique à leur ingérence.

La deuxième particularité des guerres insurrectionnelles tient à la relation entre les effets physiques et les effets psychologiques : opposer l'un à l'autre constitue une tendance traditionnelle. Certes, toutes les guerres présentent une dimension psychologique. La théorie est même parvenue à la conclusion que les effets de destruction physique produits par les armes n'avaient d'autre finalité que de briser la volonté de résistance de l'ennemi. Dans la guerre régulière, il existe toujours une composante « opérations psychologiques » qui vise à attaquer le moral de l'ennemi, à l'inviter à se rendre dans l'honneur, ou simplement à désertir pour « sauver sa peau » juste à temps. En contre-insurrection, les

opérations psychologiques – abrégé en anglais « psyops » – jouent un rôle éminent en raison de la nature des cibles. Remarquons que l'action psychologique constitue également un instrument essentiel dans la conduite des opérations de maintien de la paix dès lors qu'il n'y a pas d'ennemi, par définition, et qu'il s'agit de convaincre deux ou plusieurs communautés de renoncer à l'affrontement et d'accepter de vivre en paix dans un respect mutuel. Qu'en est-il face à un mouvement insurrectionnel ? On constate que conceptions et théories divergent fortement.

Certains « théoriciens »¹ ont ainsi été jusqu'à considérer que l'action psychologique devait même tenir le rôle principal tandis que la force armée n'apportait qu'un soutien complémentaire, presque secondaire, en tant que de besoin. Cette conception radicale a rencontré une vive opposition non seulement des forces armées classiques mais tout autant des commandants d'unités qui, comme Bigeard ou surtout Trinquier, se sont adaptés pour mener la guerre de contre-insurrection. Ces praticiens s'en tiennent à une conception de la contre-insurrection infiniment plus restrictive liée au caractère des opérations : « Une forme spéciale de conduite de la guerre basée sur l'utilisation tactique de petites unités mobiles légèrement armées qui harcèlent leurs adversaires plutôt que de les battre par une bataille ouverte »². Comme on le voit, la notion d'opérations psychologiques n'apparaît même pas sauf à considérer que l'embuscade, le camouflage, toutes les formes de déception appartiennent au domaine psychologique dès lors que l'ennemi est trompé.

Dépassant ces querelles, nous poserons d'emblée en principe que la meilleure option stratégique est la combinaison soigneusement coordonnée des deux types d'effets. Cependant, elle s'impose très difficilement, voire ne parvient pas à l'emporter en raison des inamovibles corporatismes d'armée et des rigidités intellectuelles qui les accompagnent.

Troisième spécificité, la guerre irrégulière (insurrectionnelle et contre-insurrectionnelle), de par sa nature, comporte en général des pratiques violentes condamnées par la morale, sinon le droit puisque, précisément, celui-ci fait défaut. Tous les coups et contre-coups semblent

¹ Le terme « théoricien » ne saurait abuser. Du côté des militaires, on recherche des principes afin d'améliorer la conduite de l'action. Parmi ces officiers (la plupart du temps capitaines ou au mieux colonels), certains sont avarés d'écrits comme Yves Godard, d'autres plutôt prolixes quitte à se répéter pour mieux se faire entendre (Charles Lacheroy). Les civils, forcément plus éloignés de l'obligation de résultats opérationnels, cherchèrent à ériger des principes. Il en résulte un corpus très abondant (voir la bibliographie à la fin du texte) où le meilleur voisin avec le médiocre. Il faut se représenter qu'entre 1955 et 1961, il y eut un effet d'entraînement et de mode, en France du moins. L'action psychologique vit fleurir de bons esprits, tant civils que militaires, qui s'érigeaient en théoriciens. Plus on était éloigné des réalités, plus on avait tendance à considérer l'action psychologique comme une recette miracle. L'anticommunisme trouva là un exutoire. C'est bien pourquoi cette improvisation finit dans la plus grave des confusions politiques.

² Julian Paget, *Counterinsurgency Operations : Techniques of Guerilla Warfare*, New York, Walker and Co., 1967.

ainsi permis, ce qui se révèle inexact au regard de la nature politique des adversaires. Une démocratie ne peut en effet se comporter comme un régime totalitaire. Un massacre ne peut répondre à un massacre, une campagne de désinformation à une autre. Les réactions d'une démocratie doivent se situer sur un autre plan et dans un autre ordre, ce qui ne signifie nullement l'impuissance, bien au contraire. Il n'existe donc pas de principe de symétrie entre insurrection et contre-insurrection. Néanmoins, la contre-insurrection est affublée d'une mauvaise réputation de « sale guerre » comportant de basses besognes, notamment la torture, la liquidation des opposants, parfois civils, la coercition des civils, l'emploi systématique de la désinformation. Cette particularité présente aujourd'hui un caractère très délicat eu égard à la présence des médias sur les théâtres d'opération. S'il est possible d'intégrer les journalistes dans les unités qui pratiquent une guerre dure mais correcte – ce que les Américains nomment « embedding » – on voit mal comment des démocraties pourraient associer les médias à des actions de contre-insurrection ignorant les principes de la guerre régulière. De surcroît, certaines opérations psychologiques « noires » exigent un secret absolu qui ne s'accommode guère d'une participation médiatique.

Les opérations psychologiques ont partie liée à la fois au contre-terrorisme, à la contre-insurrection et aux opérations de maintien de la paix. Elles relèvent d'une longue tradition qui fait apparaître des constantes. Il convient néanmoins de se garder d'ériger ces quelques invariants en modèles, de les figer en doctrines. Nous entendons ici faire valoir l'extrême plasticité des opérations psychologiques au regard de la diversité des situations originales. De fait, l'insertion contemporaine des insurrections et du terrorisme dans l'ère de l'information conduit à formuler, dans le cas de l'Irak, l'Afghanistan et avec des nuances dans le cas des affrontements entre Israël, le Hezbollah et le Hamas, certains principes nouveaux qui permettraient aujourd'hui de conduire de manière plus adéquate la contre-insurrection. Les procédés et les vecteurs sont à disposition d'une stratégie d'information-communication dont l'importance n'a cessé de croître dans la mesure où l'individu et les groupes organisés entretiennent un rapport nouveau, plus rapide et plus intense à l'information.

Toutefois, cette nouvelle dimension des conditions de l'affrontement reste au service d'un projet politique – en l'occurrence la disparition durable de l'insurrection – auquel, jamais, ils ne sauraient se substituer.

Contre-insurrection et opérations psychologiques : antécédents et composantes

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ont été caractérisés par deux phénomènes historiques profondément structurants : d'une part, en raison du verrouillage de la guerre directe par la dissuasion nucléaire, le développement de stratégies indirectes utilisées par l'Union soviétique afin d'affaiblir ses adversaires impérialistes ; d'autre part, l'essor des mouvements de libération nationale dont le but était de s'affranchir des tutelles coloniales européennes (britanniques, françaises, néerlandaises, portugaises et belges).

Ces deux grandes tendances ne pouvaient s'ignorer. Cependant, en dépit de proclamations de solidarités de principe, elles furent loin de s'épauler mutuellement et ont connu de très fortes divergences. Dès 1947 par la doctrine Jdanov, secrétaire général du Kominform, Moscou cherche alors à placer les mouvements de libération nationale sous son contrôle étroit au service de sa stratégie – hégémonie idéologique que dénonce la Chine à partir de 1960. Par ailleurs, les mouvements nationaux, qui n'entendent pas remplacer une tutelle par une autre, cherchent leur propre voie nationale et leur propre conception du socialisme. C'est ce qu'exprime à Bandoeng le mouvement des non-alignés en 1955, sous la direction du président indonésien Soekarno, auréolé par le succès de l'élimination de la puissance coloniale néerlandaise. C'est dans ce contexte de l'après Seconde Guerre mondiale que se développe l'action psychologique à la française, en particulier en Indochine puis en Algérie.

Naissance de l'action psychologique à la française

Avant d'exposer les techniques françaises d'action psychologique au moment de la décolonisation, un rappel s'impose : chaque situation est unique. Elle s'inscrit dans un environnement macrostratégique évolutif, incluant les mutations technologiques. En conséquence, toute tentative visant à figer une doctrine de contre-insurrection est vouée à l'échec. L'histoire ne peut que fournir des leçons intéressantes, suggérer des idées et n'être utile qu'à condition d'en mesurer la portée limitée au regard de la situation singulière dans le nouvel environnement où insurrection et contre-insurrection s'affrontent.

Pour élaborer une stratégie de contre-insurrection, les Britanniques et, plus encore, les Français se sont intéressés aux techniques de contrôle et de mise en condition des populations conçues par les organisations

totalitaires. Directement impressionnés, parfois traumatisés, par l'Indochine, les jeunes officiers français découvrent dans Lénine et surtout Mao Tse Toung, la relation étroite (et sulfureuse) entre le politique et le militaire qu'incarne au Vietnam le tandem Ho Chi Minh-Giap. Deux principes maoïstes retiennent leur attention : « le pouvoir est au bout du fusil » et « le révolutionnaire doit être au sein du peuple comme un poisson dans l'eau ». Certains oublient en passant que Mao avait aussi, et ô combien lourdement, insisté sur le fait que le « fusil » devait obéir au Parti communiste, en l'occurrence à l'autorité politique quelle que soit sa nature. Ils découvrent, souvent par fragments, le livre fondateur mais parfois très complexe de Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*³. Ils vont en faire un livre de recettes opérationnelles.

Ils entendent expliquer la défaite française par la capacité de l'ennemi communiste à créer des « hiérarchies parallèles », analysées de manière très pertinente par le colonel Lacheroy. En Indochine, Charles Lacheroy avait entrevu les mécanismes de la guerre révolutionnaire. Il avait étudié autant que possible, eu égard à la difficulté de se procurer les textes originaux complets, les théories de Mao Tse Toung. Ceci le conduit à multiplier les articles et surtout les conférences, d'abord dans les écoles militaires puis devant des publics plus larges. Son analyse prend peu à peu une forme systématique fondée sur le développement des phases de la guerre révolutionnaire, ponctuée de formules choc : « au début il n'y a rien » ou « faire de chaque soldat français un propagandiste efficace ».

Ce succès lui permet d'être introduit, non sans méfiance, auprès des plus hautes autorités militaires (généraux Billotte, Koenig, de la Chapelle), politiques (Bourgès-Maunoury, Chaban-Delmas et Edgar Faure). Simultanément, sur ces bases, l'élaboration d'une doctrine d'emploi de l'arme psychologique progresse sous l'impulsion du chef de bataillon Jacques Hogard, débouchant sur l'instruction TTA 117 de décembre 1956.

Le colonel Trinquier préconise quant à lui de former un maillage extrêmement fin et coercitif des individus formant l'organisation politico-administrative (OPA) de l'ennemi. Cette OPA qui clandestinement encadre la population doit être détruite par tous les moyens. Le premier, le meilleur selon Trinquier, est la création d'une contre-OPA⁴. Les militaires français occupant une ville doivent pour ce faire dresser un recensement aussi exact que possible des habitants quartier par quartier, maison par maison, de manière à pouvoir identifier les « intrus », afin de sortir le poisson de l'eau⁵. Faute d'y parvenir, car cette stratégie est consommatrice de forces,

³ L'ouvrage de Tchakhotine a connu une histoire tourmentée entre 1939, sa première édition française, et la seconde en 1952. Elève de Pavlov, il a audacieusement transposé les connaissances sur le comportement instinctuel des animaux sur la scène politique humaine et mis en évidence la manipulation mécaniste des totalitarismes à l'égard des foules. Son ouvrage dense, difficile, parfois obscur a été condamné par tous ses adversaires et interprété abusivement par nombre de ses partisans. Tchakhotine est à tous points de vue, le Clausewitz de la guerre psychologique.

⁴ Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2008.

⁵ La saisie par l'armée française des principaux documents du Congrès de la Soummam d'août 1956, lors de l'interception du 22 octobre de l'avion qui

il faut procéder à l'évacuation de certains douars et au regroupement des habitants dans des « hameaux stratégiques ». Ces villages fortifiés sont censés soustraire la population au contrôle des insurgés et constituer un nouveau maillage plus fiable des territoires disputés. Trinquier reprend ainsi le modèle recommandé par le britannique Robert Thompson à partir de son expérience en Malaisie – méthode reprise ensuite par les Américains au Vietnam⁶. En Algérie, le FLN présente ces regroupements comme autant de camps de concentration entourés de barbelés électrifiés, bardés de miradors pour interner les civils inoffensifs, alors qu'ils avaient pour but de les protéger. En témoignent deux films radicalement opposés : « Les bérets verts » (1967) de John Wayne et « Le Vent des Aurès » (1966) de Mohamed Lakhdar Amina.

L'association avec les camps nazis a alors pris un essor désastreux dans les opinions publiques du Tiers Monde émergent mais aussi aux Etats-Unis. En règle générale, l'expérience montre que les déplacements et regroupements forcés de population n'ont jamais apporté de résultats vraiment positifs. Le concept est entièrement à revoir sur la base de la création de centres d'accueil ouverts à ceux qui préfèrent s'y rendre volontairement. Mais il est vrai que Thompson assigne aux hameaux stratégiques un rôle fondamental de « développement social, économique et politique » de ses habitants. Bref, une sorte de contre-société, celle-là même que des structures économiques oppressives interdisent. Il n'existe apparemment pas de régime, de gouvernement qui ait jamais accepté de se réformer en profondeur de manière à composer avec les revendications socio-économiques qui constituaient les raisons profondes sinon de la formation, à tout le moins du succès des mouvements d'insurrection ! On est toujours resté au niveau de la lutte idéologique servie par la seule violence des armes.

Posant en principe que l'objectif politique de l'ennemi n'était pas de libérer mais tout au contraire d'asservir les populations à une idéologie intrinsèquement perverse, les militaires français se sont concentrés sur la compréhension technique et l'appropriation opérationnelle des procédés de l'adversaire. La conception dominante est qu'il faut transposer en Algérie les recettes d'Indochine en les retournant au profit de la contre-insurrection⁷. C'est ce que systématisera tardivement David Galula⁸.

transportait les chefs « historiques » du FLN, permet aux officiers du Deuxième Bureau de comprendre les objectifs et la stratégie du FLN et d'engager des ripostes appropriées, notamment dans les campagnes. Ces analyses évidemment épurées font l'objet de plusieurs articles dans la *Revue Militaire d'Information* sous la plume de Lucien Poirier, Jacques Souyris, Ximénès, pseudonyme de Maurice Prestat et Pierre Saint Macary.

⁶ On trouvera une synthèse laconique de niveau principalement tactique des enseignements des opérations de contre-insurrection des années 1950-1980 dans Leroy Thompson, *The Counterinsurgency Manual*, Barnsley, Greenhill Books, 2006.

⁷ Il existe une différence d'expérience entre ceux qui, comme Galula, se sont retrouvés en Chine et ceux qui comme Lacheroy sont demeurés au Vietnam, et même ceux qui comme Hogard et Souyris ont eu une pratique contre-insurrectionnelle au Cambodge. Trinquier a juxtaposé une expérience de contre-maquis en Corée ce qui l'a conduit à une approche plus opérationnelle du fait

Ceci conduit à la création des Cinquième Bureaux d'action psychologique qui apparaissent à des autorités politiques désarmées comme le remède miracle aux difficultés croissantes. Faute de ferme direction par le pouvoir civil, cette nouvelle machine militaire s'emballa. Débordant le cadre opérationnel initial, infiltrée par des idéologies « ultras », elle devient elle-même politique, ce qui comme on sait débouche sur le 13 mai 1958 qui en appelle au général de Gaulle puis sur le putsch de 1961 cherchant cette fois à éliminer le nouveau président de la Cinquième République. Sans en avoir pleinement conscience, certains officiers français remettent en question les fondements mêmes des relations entre l'autorité politique, la puissance militaire et le peuple. La communauté des citoyens laisse la place à une population devenue enjeu et cible. Luttant contre les doctrines communistes au nom du « loyalisme », ces officiers reprennent à leur compte les principes politico-militaires maoïstes.

Cibles et enjeux

Très précocement, suivant les principes de Mao sur la guerre révolutionnaire, il a été posé que les populations, non le territoire, constituaient l'enjeu. « Un mouvement insurrectionnel est une guerre pour le peuple », écrit Thompson⁹. Il s'ensuit que l'usage de la force doit être mis au service d'une stratégie d'action psychologique visant à rallier « les cœurs et les esprits », selon la formule de Sir Gerald Templer commandant les forces britanniques en Malaisie.

Une fois posé ce principe directeur, la répartition des différents acteurs donne lieu à une identification des « cibles ». Ce terme n'est pas forcément du meilleur effet. Emprunté par la publicité au lexique militaire, il fait retour dans le champ des opérations psychologiques pour désigner les audiences par rapport auxquelles le message est élaboré et vers lesquelles il est dirigé. Le citoyen ordinaire veut bien constituer la cible d'une campagne visant à lui faire acheter une nouvelle voiture ou changer de marque de café. Il sera moins disposé à devenir l'objet d'une action parfois insidieuse visant à influencer son jugement au regard d'un enjeu politique de grande importance. S'il accepte qu'on le séduise, il s'accommode moins bien d'une manipulation, fût-elle bien intentionnée.

Lacheroy et bien d'autres avec lui reconnaissent qu'il existe un enjeu central, à savoir la population, cernée d'un côté par les forces de

psychologique. En vérité, personne en dépit de quelques efforts (Mégret) n'est parvenu à une véritable synthèse. C'est la raison pour laquelle le meilleur document reste la TTA 117.

⁸ David Galula *Contre-insurrection, théorie et pratique*. L'ouvrage est paru en anglais en 1963 chez Praeger à partir d'une étude réalisée pour la RAND Corporation. Totalement méconnu en France, il est édité en 2008 chez Economica avec une préface du général américain David H. Petraeus.

⁹ Robert Thompson, « Defeating Communist Insurgency. Malaya and Vietnam », 1966, extraits traduits en français dans Gérard Chaliand, *Stratégies de la guérilla*, Paris, Mazarine, 1979.

l'ordre (le Bien)¹⁰, de l'autre par celles de la subversion (le Mal). Cette répartition ternaire a eu la vie dure : bien qu'un peu simpliste, elle a le mérite de proposer une première définition là où il n'existait encore que le manichéisme de l'Un contre l'Autre. On peut songer que ce schéma s'apparente étonnamment à une conception très chrétienne de la créature humaine sollicitée par deux forces antithétiques. Mais mieux vaut ne pas pousser plus loin. Après tout Mao plaçait-il le peuple entre le Yin et le Yang ! Plus gravement, cette répartition repose sur un principe géométrique de symétrie totalement fallacieux. La population est certes l'enjeu central mais les insurgés sont, sauf cas exceptionnel, issus de son sein. Ils lui sont consubstantiels. Leur propagande travaille la même pâte, en dépit des divergences les plus aiguës.

L'autre côté est allogène. Il incarne la figure de l'Autre que Soi. La victoire des insurgés vient de leur endogénéité. A l'opposé, la victoire sur l'insurrection est souvent venue du caractère allogène des insurgés : communistes chinois de Malaisie, révolutionnaires guévaristes en pays indien bolivien. On imagine aussitôt le parti qu'il est possible de tirer, pour peu qu'on s'y prenne bien, du caractère étranger des « arabes » en milieu pachtoune.

Si la libération du Vietnam avait été fondée sur l'arrivée de masses de combattants chinois, il est permis de penser que la popularité de ces compagnons d'armes aurait été de très courte durée. Le Sud eût tôt fait de dénoncer l'invasion étrangère. Ce phénomène aisément compréhensible se retrouve dans les multiples précautions et réticences à l'égard de l'ingérence des voisins, que ce soit au Liban ou en Irak, où l'aide iranienne est bienvenue dès lors qu'elle se limite à une *assistance* et ne prend pas la dimension d'une *présence*. Ce schéma ternaire – les insurgés, les forces de l'ordre, la population-enjeu – va par la suite s'affiner.

A l'opposé du spectre temporel, un demi-siècle plus tard, on peut relever une intéressante étude de la Rand Corporation¹¹ qui reprend le schéma établi, à savoir la population au centre comme enjeu essentiel, tout en introduisant quelques variantes.

- les forces « gouvernementales »,
- leurs adversaires et
- les intervenants allogènes qui se subdivisent à leur tour entre
 - ceux qui soutiennent le gouvernement et

¹⁰ Galula emploie le terme « loyalistes ». Fort bien. Mais loyal à qui et à quoi ? Au gouvernement ? A l'ordre socio-économique établi ? La notion évacue la profondeur des problèmes et occulte la dimension politique.

¹¹ Seth G. Jones, *Counterinsurgency in Afghanistan*, Santa Monica, RAND Corporation, 2008, accessible à : http://www.rand.org/pubs/monographs/2008/RAND_MG595.pdf.

- o ceux qui, au contraire, œuvrent en faveur des insurgés. Ceux-ci sont très justement re-subdivisés entre Etats et ONG (« substate actors »).

Sans prétendre remettre en cause le schéma de base, il paraît indispensable de l'enrichir eu égard à trois phénomènes : la multiplication et la diversité croissante des acteurs internationaux ; la complexité des situations d'affrontement; l'insertion de l'affrontement dans l'ère de l'information.

Au regard des trois camps identifiés vient s'ajouter une liste de cibles prioritaires, même si leur importance n'est pas de même niveau, à savoir : la population du pays intervenant, les Alliés, la communauté internationale et l'ennemi.

La population du pays intervenant doit rester convaincue de la légitimité des opérations entreprises par son gouvernement. Les guerres se gagnent et se perdent en fonction du soutien qu'apportent les citoyens à l'action de leurs soldats, même lorsqu'il s'agit d'engagés volontaires. Les opérations lointaines obéissent à la catégorie que j'ai nommée « guerres optionnelles »¹². Il est facile de les conduire si les difficultés rencontrées sont minimales. Lorsque les pertes augmentent et que, de surcroît, il existe un puissant courant politique contestataire de ces opérations, la situation devient rapidement précaire. Tel avait été le calcul, de pure forme, de Saddam Hussein en 1990 qui comptait sur l'effet destructeur des « body bags »¹³. La supériorité militaire écrasante des Etats-Unis déjoue ce calcul. Toutefois, elle contribue à créer un nouveau mythe, fondateur d'une nouvelle vulnérabilité psychologique : la guerre « zéro mort ». L'écrasement rapide des Talibans en 2001-2002 en Afghanistan puis l'assaut américain de mars 2003 contre l'Irak, suivi de l'annonce par le président Bush en mai de la fin de la guerre, achève d'ancrer cette illusoire conviction. Oui, la machine de guerre américaine était capable de gagner les guerres sans pertes. Les médias américains s'en font le relais à travers les images fournies par les reporters insérés dans les unités combattantes. Or, en Irak puis Afghanistan, la réalité du terrorisme et des insurrections, souvent difficiles à distinguer, est venue contrarier gravement cet optimisme. Il n'est que de regarder les courbes des pertes liées aux attaques soit par des explosifs improvisés, soit par des bombes humaines pour constater que la contre-insurrection est consommatrice d'effectifs (plus d'hommes sur le terrain signifie plus de cibles tant qu'un seuil absolument inquantifiable n'est pas atteint pour obtenir une inversion durable). Le nombre des pertes américaines et britanniques n'a cessé de croître. Cette guerre asymétrique a brisé le mythe du « zéro mort ». Certes, les pertes sont réduites. Elles ne se comptent pas par dizaines de milliers mais, au quotidien, elles contribuent à l'usure d'une volonté faible et

¹² Voir François Géré, préface à la réédition de Charles Callwell, *Petites guerres*, Paris, Economica, 1998, et plus récemment préface de la réédition de Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2008. Les Britanniques disent « of the will ».

¹³ Le terme désigne le placement du cadavre dans un linceul en plastique thermostatique. Il fait surtout référence à l'expression « doggy bag » qui désigne les reliefs du repas que l'on ramène chez soi. Ce n'est pas d'un goût raffiné mais l'auteur de cette association n'était pas excessivement regardant.

placent les intervenants extérieurs en position de faiblesse. On en revient donc au problème que l'on avait cru surmonté : le rapport entre le sacrifice humain et économique consenti eu égard à la valeur de l'enjeu. Ce ratio a fonctionné de façon décisive dans les guerres de décolonisation qui, dès 1947, se trouvent surdéterminées par la guerre froide et l'action politique et psychologique de « démoralisation » des partis communistes.

En étroite collaboration avec le Kominform qui orientait sa ligne, le parti communiste français n'eut de cesse de lutter contre la présence française au Vietnam et en Algérie. Le cas algérien est encore plus emblématique puisqu'il reposait sur une position de principe : « l'Algérie c'est la France », conviction initialement partagée des deux côtés de la Méditerranée mais qui s'érode au fil des difficultés, des erreurs et des pertes, en sorte que la France métropolitaine commence à se distinguer des « pieds-noirs ». Cette rupture entre deux France, métropolitaine et d'outre-mer, consomme la défaite. C'est donc autant chez soi que sur le terrain que se gagnent ou se perdent ces guerres lointaines dont la nécessité n'est pas immédiatement ressentie. On en revient à la différence profonde entre guerres de nécessité et guerres « optionnelles ». Si l'ennemi est aux portes, s'il a envahi le territoire national, la question de la guerre pour la défense de la vie s'impose, sauf à accepter la reddition et ses terribles conséquences¹⁴. Mais si l'opération est lointaine et l'enjeu discutable, tout change.

C'est la situation que connurent les Etats-Unis à mesure de leur engagement au Vietnam. Lorsqu'en 1968, les forces du Nord Vietnam épaulées au Sud du pays par le FLN lancent l'offensive du Têt (nouvel an vietnamien), cette initiative prématurée (le général Giap fit sa propre autocritique sur ce point) se solde par un échec militaire cuisant. Cependant, la défaite militaire des Nord Vietnamiens se transforme en une victoire politique définitive. L'opinion publique américaine, déjà ébranlée, bascule dans le rejet de la guerre.

Il est remarquable que les opérations de contre-guérilla menées par l'Armée rouge en Afghanistan aient si peu retenu l'attention, hormis celle des spécialistes. Contrairement à une idée répandue hélas autant en Occident qu'au Pakistan et parmi les légionnaires jihadistes, les méthodes d'une extrême brutalité que seul pouvait se permettre un régime de nature totalitaire portèrent leurs fruits. Rudement secouée par les premiers revers, l'Armée rouge avait commencé à récupérer et utiliser les contre-mesures appropriées à la sécurité de ses transports, de sa logistique, etc. L'utilisation systématique de troupes issues des républiques soviétiques avoisinantes (Ouzbékistan, Tadjikistan) facilita le recueil du renseignement, voire l'engagement de tractations fructueuses.

Ceci conduit à formuler un autre principe : le succès de la contre-insurrection dépend en partie de l'image d'efficacité qu'elle est capable de produire. L'élaboration de cette image constitue un terrain d'affrontement

¹⁴ On se rappelle le dilemme des pacifistes allemands, travaillés par l'action psychologique made in RDA qui durant la crise des Euromissiles de 1980-83 se voulaient « plutôt rouges que morts ».

majeur puisque les différentes cibles en seront affectées. Selon qu'elle s'affirme avec succès ou qu'elle est ridiculisée par l'adversaire et ses alliés, l'insurrection se renforce ou perd en puissance. On se rappelle la performance largement ébruitée des missiles américains autoportables *Stinger* sol-air contre les hélicoptères de transport soviétiques. Le succès, parfois exagéré, d'un système d'arme et d'un procédé tactico-opérationnel constitue un puissant facteur de motivation, d'adhésion et de soutien à l'action de ceux qui donnent l'impression de gagner.

Aujourd'hui, les Etats membres de l'OTAN et leurs alliés connaissent en Afghanistan une situation voisine. Pour les gouvernements, la tâche consiste à convaincre leurs opinions publiques de la valeur de l'enjeu, non pas en soi mais rapportée aux sacrifices consentis tant en vies humaines qu'en ressources financières. Il faut aujourd'hui maintenir la conviction que l'engagement en Afghanistan et sur les bordures orientales du Pakistan se justifie impérativement par la lutte contre le terrorisme salafiste violent – mais qui en Europe et aux Etats-Unis est capable de dire précisément ce qu'est le salafisme ? – qui, bénéficiant de sanctuaires, pourrait, à partir de là, monter des opérations visant à frapper directement le territoire national des pays occidentaux. Or, cette relation reste trop abstraite, tout comme les Etats-Unis ne parvinrent pas à convaincre que des sacrifices du Vietnam dépendait la survie du « monde libre ».

Les Alliés, leur cohésion, leurs divergences constituent comme toujours une affaire délicate, soit qu'ils participent directement à la contre-insurrection, soit qu'ils la soutiennent diplomatiquement, même de loin. Mais alliés de qui ? Dans le cas de l'OTAN, c'est une alliance qui intervient. Le problème est donc interne à cette entité dont il faut assurer une cohésion aussi consensuelle qu'il se peut.

Or, on peut être alliés pour des objectifs politiques particuliers mais pas forcément pour l'ensemble des finalités. Dans les années 1950, une majorité de politiciens américains « éclairés » pensaient que pour mieux lutter contre le communisme, il convenait de se défaire des tutelles coloniales honnies par les peuples. C'était déjà la conception wilsonienne, exprimée dans les quatorze points formulés en janvier 1918 lors de l'entrée en guerre des Etats-Unis. Cette vision conduisit Washington à s'opposer catégoriquement à l'expédition anglo-franco-israélienne de Suez de décembre 1956. Puis, à l'ONU, des hommes politiques éminents comme le sénateur John F. Kennedy mirent en accusation les violations françaises du droit international liées à la conduite de la guerre¹⁵ dans ce qui n'était encore que les départements algériens. Une telle opposition se répercute immédiatement sur une autre cible de grande valeur : la *communauté internationale*.

Cette entité aux contours toujours mal cernés renvoie aux organisations internationales dont le nombre a cru considérablement durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle. L'ONU demeure, en dépit de toutes les

¹⁵ Affaire de Sakiet en 1958, avec le bombardement par l'aviation française d'une petite ville tunisienne, au nom du droit de poursuite, qui fit l'objet d'une saisie du conseil de sécurité des Nations unies.

critiques sur ses insuffisances, la référence obligée. Durant les années 1950-1960, elle était encore une organisation prestigieuse mais dont le fonctionnement était bloqué par la guerre froide. L'ONU a été perçue précocement comme la tribune mondiale permettant à une organisation d'obtenir reconnaissance et légitimité contre son adversaire, notamment avec le soutien et même la collusion objective des deux Grandes puissances désireuses de liquider l'ancien état du monde colonial. Suivant presque pas à pas l'exemple du FLN, l'OLP a su jouer de ce registre pour parvenir à une reconnaissance internationale. Il est remarquable qu'en Afghanistan, les Talibans ne soient pas encore parvenus à trouver le moyen d'interpeller l'ONU ! Sans doute parce qu'ils n'en ont cure et ne voient pas le parti qu'ils en pourraient tirer. Après tout, l'ONU a légitimé l'action internationale contre leur pouvoir. Mais cette relation peut très rapidement évoluer.

Enfin, il y a l'ennemi lui-même dont il faut ébranler le moral en exploitant ses faiblesses et ses divisions. Il en a toujours. En Algérie, le colonel Godard crée les « bleus de chauffe », anciens membres de l'ALN qui, faits prisonniers, avaient été retournés, puis renvoyés dans leurs unités où ils travaillaient au bénéfice de l'armée française¹⁶. De jeunes capitaines férus de psychologie – tels que Ximénès, pseudonyme de Maurice Prestat et Saint Macary, grands admirateurs de l'école britannique d'opérations psychologiques et du « double cross » – montent de nouvelles campagnes de désinformation, avec des effets dévastateurs sur la Willaya IV dirigée par Amirouche¹⁷. La « bleuite » – c'est-à-dire la crainte de l'infiltration par les « bleus de chauffe » – en demeure le plus célèbre exemple. Mais pour que ces manœuvres réussissent pleinement, elles doivent soutenir et compléter une bonne stratégie de communication politique dont l'efficacité repose sur la claire et indiscutable identification de l'ennemi, sur la capacité à le nommer, donc à le poser clairement comme « ennemi désigné ». L'imprécision conduit à l'irrésolution. Le communisme était un terme trop vague. Des appellations comme les « rebelles », le terrorisme et, à l'inverse, les forces de l'ordre ou les « loyalistes » constituent autant d'esquives du problème réel. On ne nomme pas un ennemi à travers ses pratiques, ses moyens d'action ou son absence de statut juridique. Si ce socle fait défaut, il n'est guère possible de développer une communication politique efficace.

Ceci amène à énoncer un autre principe que je serais tenté de tenir pour immuable : la prise en compte de l'hétérogénéité nationale ou culturelle. L'étranger reste l'étranger, un « alien ». Ignorer cette tautologie fondamentale parce qu'elle est existentielle expose presque fatalement aux pires désillusions et aux échecs les plus cuisants. Bien intentionnée, porteuse des plus grands bienfaits, respectueuse des us et coutumes locales, une force militaire étrangère reste foncièrement allogène à la fois pour les insurgés et pour le gouvernement en place. « Les invités », dit une maxime américaine, « sont comme les poissons, après trois jours ils sentent mauvais ». La population voudra bien, pour quelque temps, accueillir les étrangers surtout s'ils paient bien. Cependant, ils resteront

¹⁶ P. A. Léger, *Aux carrefours de la guerre*, Paris, Albin Michel, 1983.

¹⁷ François Géré, *La Guerre psychologique*, Paris, Economica, 1997.

toujours extérieurs, encombrants et l'on préférera *in fine* se retrouver entre soi, afin de régler les vieux problèmes, les divisions ancestrales, les vendettas claniques. De cela, par définition, les étrangers sont exclus. C'est patent en Irak ! Les forces américaines et leurs Alliés ont apporté une relative stabilité mais leur départ – dont la date constitue un enjeu majeur dans le jeu interne – est souhaité unanimement afin de pouvoir se retrouver « entre soi ». En sens inverse, ces forces extérieures sont également en partie manipulées tant par les uns que par les autres, en tant que de besoin et afin de servir les intérêts de pouvoir locaux. Les Kurdes espèrent continuer à bénéficier du soutien américain. Les Sunnites initialement anti-américains voient finalement dans la présence américaine une garantie contre la domination chiite. Les Chiites eux-mêmes sont divisés, considérant que le retrait américain ne doit pas placer le pays sous une trop puissante influence de l'Iran, qui manipule avec une grande prudence tactique les forces de l'Armée du Mahdi de Moqtada al-Sadr.

Enfin, facteur commun à tous ces acteurs et à toutes ces organisations, il faut tenir compte du rôle stratégique des médias. La communication devient alors ce tissu conjonctif qui lie, englobe et influence de manière quasi-aléatoire, eu égard à la rapide circulation mondialisée de l'information. Aucun acteur, aucune organisation n'échappe à ce phénomène. Connaissant son irréversibilité, chacun s'adapte et cherche à en retirer le plus grand profit. Autant et sans doute plus que tout autre, la lutte contre-insurrectionnelle est entrée dans une phase de transformation qui voit le renforcement du rôle des opérations psychologiques.

Contre-insurrection et opérations psychologiques à l'âge de l'information

Les conflits d'aujourd'hui se déroulent dans un environnement technologique bien plus sophistiqué que pendant la période de la décolonisation. De nouveaux moyens aisément accessibles permettent aux insurgés de communiquer de manière beaucoup plus souple et décentralisée. Les possibilités en matière d'opérations psychologiques s'en trouvent démultipliées au point de jouer un rôle absolument central. Rendre compte de ces mutations des vecteurs de communication et de leurs conséquences suppose d'examiner des exemples précis, relatifs au Proche-Orient et à l'Afghanistan. Cette analyse conduit enfin à formuler deux catégories de recommandations. La première concerne les adaptations nécessaires, au sein des armées occidentales, afin de conduire une action psychologique efficace. La seconde porte sur les conditions d'une véritable intégration entre ciblage « informationnel » et opérations classiques.

Mutation des vecteurs et adaptation des procédés d'utilisation

Les guerres de contre-insurrection des années 1950-1970 sont restées fondées sur une grande pauvreté des médias disponibles, du moins comparé à ce qui est aujourd'hui utilisable. Il n'y avait guère de changement au regard des vecteurs disponibles dans les années 1930 : porte-voix, haut-parleurs mobiles, photographie, cinéma d'actualité doté de caméras lourdes, courte durée des bobines exigeant un montage long. La télévision commençait à se répandre, soit sous contrôle étatique, soit à travers un très petit nombre de chaînes privées ne disposant que de rares canaux d'émission-réception. Les liaisons téléphoniques sont restées longtemps précaires, de qualité médiocre. Un GI au Vietnam devait faire des heures de queue dans les grandes villes, ne parlons pas du reste du pays, pour espérer pouvoir très brièvement joindre sa famille, ce qui ne contribue guère à rehausser le moral. La radio restait en somme le vecteur le plus disponible avec évidemment sur les ondes la lutte de la propagande ennemie, insidieuse mais souvent très bien informée donc en partie crédible. L'innovation la plus remarquable fut l'introduction en 1960 du transistor qui joua un rôle important en permettant aux appelés du contingent en Algérie d'entendre le message du général de Gaulle et de ses ministres leur enjoignant de refuser d'obéir aux ordres des officiers rebelles.

Les technologies de l'information et de la communication (*ICT* en anglais) ont créé un nouveau monde pour le paisible citoyen ordinaire. Très logiquement, cette mutation vaut également pour le guerrier irrégulier et son adversaire, dans une optique extraordinaire et délibérément agressive pour atteindre des fins de domination. Cette situation très nouvelle, très originale, ne concerne pas seulement les caractéristiques des vecteurs à disposition mais affecte la conduite des opérations à la fois physiques et psychologiques et, bien sûr, leur interrelation dynamique. La contre-insurrection doit donc s'adapter ou accepter sa défaite. Le terrain *ICT* est devenu aussi important que le théâtre des opérations physiques. Mais ce serait régresser vers les errements antérieurs que de croire que le premier doit prévaloir sur le second. On retrouve le débat sur la primauté à accorder entre effets physiques et effets psychologiques dans le cadre d'une stratégie de contre-insurrection.

Facebook, YouTube, Twitter, les blogs temporaires sont devenus des outils ordinaires à disposition de tous pour servir des buts totalement opposés. Ces exemples démontrent, une fois encore, qu'aucun vecteur n'est bon ou mauvais en soi. Tout dépend de la finalité qu'on veut lui faire servir ! En Iran, c'est un instrument au service de la liberté d'expression et de la contestation politique mais ailleurs, c'est un outil de domination psychologique. Au niveau individuel, cette utilisation pose des problèmes considérables pour les opérations de contre-insurrection. On cite le cas récent en 2009 d'un soldat israélien qui sur Facebook aurait fait part de ses inquiétudes à la veille d'une opération sur Gaza dont il aurait mentionné précisément la date et le lieu. L'opération fut annulée et le soldat sanctionné mais le problème reste entier : comment combiner le secret militaire et les pratiques désormais ordinaires de communication permanente sur tous les sujets ? L'interdit, les sanctions ne suffisent pas. La protection doit se faire plus intelligente et véritablement adaptée aux exigences du secret des opérations de contre-insurrection. Tous ces éléments doivent être pris en compte afin d'établir les mesures de précaution techniques mais aussi psychologiques et d'obtenir le degré de cohérence minimum sans lequel les savoir-faire et les capacités de contre-insurrection ordinaires devenus obsolètes ne conduiront qu'à une défaite.

Lorsque l'on parle de guerres asymétriques, d'affrontements « hybrides » et de techniques de communication, on fait référence, au moins partiellement, à la relation fondamentale entre le Fort et le Faible dans un contexte de guerre non-interétatique. Le cas d'Israël mérite une attention particulière parce que cet Etat pratique simultanément le spectre complet des intensités d'affrontement. On n'abordera pas ici les affrontements interétatiques qui relèvent de la guerre conventionnelle mais on s'interrogera sur les affrontements de faible intensité, de nature asymétrique, qui ont opposé Israël à des voisins très proches, le Hamas et le Hezbollah. Peut-on parler de contre-insurrection ? Pas véritablement. Et, cependant, l'asymétrie des positions des adversaires, la relation Fort/Faible et l'importance des répercussions médiatiques – que l'on se gardera toutefois de surestimer – conduisent à insérer ces affrontements dans une logique de contre-insurrection. Ceci suggère la création d'une typologie bien plus fine que les oppositions traditionnelles.

Les actions israéliennes sont punitives et préventives face à un adversaire très inférieur qui se comporte exactement comme un mouvement insurrectionnel. La différence touche aux finalités politiques.

Les cas du Liban et de Gaza : Israël face au Hezbollah et au Hamas, été 2006-hiver 2008-2009

La relation entre la performance tactico-opérationnelle et l'image qui en est construite et exploitée se retrouve dans le cas des opérations d'Israël et du Hezbollah au Liban durant l'été 2006, ainsi que lors de l'offensive israélienne sur Gaza en décembre 2008.

S'agissant d'Israël, une première erreur stratégique a consisté à penser que l'armée israélienne allait affronter une guérilla de niveau sans doute plus élevé que les « bandes terroristes palestiniennes »¹⁸ (sic) mais certainement pas une guérilla bien organisée, bien entraînée, disposant d'infrastructures préparées de longue date, de moyens modernes et d'une capacité de riposte sur le territoire d'Israël. En conséquence, la stratégie aérienne initiale s'est avérée inappropriée voire gravement contre-productive dans le domaine politico-psychologique¹⁹. L'affrontement des perceptions et des images a joué un rôle considérable mais pas forcément déterminant. On retrouve là, une fois encore, le problème du dosage entre les effets physiques et les impacts psychologiques. Dans le cas du Hamas, dont le niveau de sophistication militaire n'a rien de commun avec celui du Hezbollah, la difficulté se situe au niveau de la politique intérieure et dans le champ de la lutte des images au niveau international. Détruire totalement le Hamas est devenu impossible, autant chercher à rayer Gaza de la surface de la terre. Il convient donc de jouer de son existence politique qui se déroule entre Damas et Ryad, tout en réduisant ses capacités de nuisance militaire contre Israël mais pas nécessairement contre le Fatah. Enfin, Israël ne peut se permettre de faire du Hamas un martyr que viennent soutenir les ONG de toutes origines, pas seulement islamistes. L'armée israélienne conduit donc à la fois des opérations punitives et préventives qui combinent des effets terrorisants (à mon sens peu efficaces voire contre-productifs) et par les frappes de décapitation des effets de désorganisation bien plus gênants pour le Hamas. Ceci pose la question de la stratégie de « dissuasion » israélienne.

D'abord l'armée israélienne a, dans tout engagement, pour premier objectif de protéger la vie de ses soldats. Elle entend maintenir un ratio de pertes de l'ordre d'au moins 1 à 10. Ensuite, la stratégie israélienne, depuis 1948, s'inscrit dans une logique de préemption bien plus que de dissuasion. Il est vrai qu'Israël cherche à diffuser parmi ses adversaires l'idée selon laquelle toute agression serait justiciable de représailles infiniment supérieures aux dommages causés. Mais ceci correspond à un

¹⁸ Cette expression délibérément méprisante, très largement répandue dans l'IDF, relève de la guerre psychologique. Elle vise à dénier aux Palestiniens la capacité à constituer des forces crédibles qui auraient droit au respect dû à l'adversaire compétent.

¹⁹ Ron Tira, *The Limitations of Standoff Warfare Firepower-Base Operations: On Standoff Warfare, Maneuver, and Decision*, INSS, memorandum 89, mars 2007, accessible à : [http://www.inss.org.il/upload/\(FILE\)1188302040.pdf](http://www.inss.org.il/upload/(FILE)1188302040.pdf).

calcul dissuasif classique fondé sur le recours à des armements conventionnels. Or, rien ne prouve que les adversaires aient été sensibles à cette logique. L'évolution de l'affrontement tend même à suggérer le contraire.

Les responsables israéliens que nous avons interrogés en 2007 ont fait état des carences suivantes :

- faible capacité à attaquer l'image de l'ennemi comme en témoigne la « bataille » du village de Bent Jbeil, militairement gagnée, médiatiquement perdue.
- mauvaise gestion de l'image des jeunes soldats et des réservistes israéliens engagés dans de durs combats.
- difficultés à prouver la vérité de certaines situations : lors de l'effroyable bombardement de Cana, le Hezbollah s'est bien gardé d'évacuer les victimes avant l'arrivée des médias. Mais il ne suffit pas de l'affirmer. Il aurait fallu en organiser le constat.
- graves difficultés à faire passer des messages positifs vers les médias internationaux : « nous nous efforçons d'épargner les civils » répétaient les communiqués de Tsahal. Mais rien d'important n'a été organisé pour fonder ce message de manière crédible.
- incapacité à mettre en évidence les violations par l'adversaire du droit *dans* la guerre.

Le Hezbollah insérait ses véhicules dans les convois de la Croix Rouge. Il installait ses positions le plus près possible de celles de la FINUL rendant très difficile une quelconque action. « Ils se sont toujours protégés derrière les civils, de préférence chrétiens ». Les centres de commandement et de communication se trouvaient à côté et parfois dans les écoles ou les hôpitaux²⁰.

A ces propos tenus par les responsables de la communication opérationnelle de l'IDF, l'enquêteur objectif est forcé de poser des questions élémentaires. « Sans doute avez-vous raison mais qui l'a véritablement établi ? Comment ce fait a-t-il pu être attesté en sorte de devenir crédible. Sur la base de quelles preuves ? ». Et ainsi de suite !

La somme des erreurs reconnues par les autorités israéliennes, largement exposées dans la première version publique mais non expurgée

²⁰ Cette ancienne technique du « bouclier humain » avait été employée en Irak et en Serbie. Constatons que bien peu d'efforts ont été faits pour trouver des solutions normatives et pratiques aux terribles dilemmes posés par ces situations.

du rapport du juge Winograd font apparaître des carences de communication au niveau stratégique, par exemple :

- une déplorable gestion médiatique de l'affaire de l'utilisation des bombes à fragmentation (« cluster bombs »)²¹.
- de très mauvaises relations, de plus en plus agressives, avec les organisations humanitaires internationales créant un environnement psychologique de méfiance et de rejet²². Ceci a conduit à la création à Jérusalem d'un organisme – NGO Monitor –, entièrement consacré à la dénonciation des pratiques malveillantes des ONG internationales à l'égard des activités du gouvernement israélien.

Les arguments sérieux des Israéliens ont donc souvent été mêlés à des justifications embrouillées, voire à des dénis de réalité grossiers qui ont complètement invalidé tout ce qui était véridique. Un seul mensonge découvert tue cent vérités.

L'étude de la communication du Hezbollah et du Hamas fait apparaître de remarquables points communs avec celle des Talibans, qu'il s'agisse de réactivité ou de manipulation.

On constate d'abord un mépris absolu pour l'objectivité de l'information. Il n'est de vérité que celle qui est bonne à dire, ce qui n'exclut pas de tirer parti de la communication de faits authentiques lorsqu'ils concernent les erreurs et bavures de l'ennemi. Ceci conduit à privilégier, sur les lieux d'un bombardement, la présence des médias avant celle des secours²³.

On note aussi une très forte réactivité. Par rapport à un événement donné, le premier message est gagnant. Celui qui parle en second doit remonter un handicap, apporter un démenti plus ou moins habile. Sans doute plus tard, mais en général trop tard, la vérité sera-t-elle établie. Mais l'effet initial aura fonctionné en faveur de celui qui aura fait croire, en premier, à la « réalité » des faits.

Il faut enfin relever la manipulation systématique des médias occidentaux et régionaux, notamment dans le domaine humanitaire, sachant aussi la proximité des ONG spécialisées qui veillent sur ce

²¹ Ces considérations sont fondées sur des entretiens inédits de l'auteur avec les différents services de l'IDF, notamment celui de la communication opérationnelle, au printemps 2007 alors que la commission présidée par le juge Winograd établissait avec une redoutable acuité les carences des uns et des autres dans la guerre du Liban.

²² Il va sans dire que ce constat a été dressé bien avant la désastreuse affaire du Mavi Marmara le 31 mai 2010.

²³ voir pour plus de détails Diane S. Cua, *An Analysis of Hizbullah Use of Media*, Naval Post Graduate School, Monterey, 2007, accessible à : <http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?AD=ADA473873&Location=U2&doc=GetTRDoc.pdf>

domaine. La capacité à utiliser les faiblesses des médias occidentaux et les contradictions inhérentes à leur mode de fonctionnement a été poussée très loin en Afghanistan. Certaines opérations sont destinées aux médias, de manière à attirer leur attention et même à leur fournir des « scoops » payants. Les journalistes et photographes *free lance* liés aux tabloïds sont appâtés par ces mises en scène qui leur permettent de faire du sensationnel.

Les insurgés sont parfois crédités d'une capacité exceptionnelle d'utilisation des vecteurs disponibles et des procédés qui leur sont liés. Concernant les vecteurs, il n'y a pourtant rien de vraiment original. On ne voit vraiment pas pourquoi le guérilléro et le terroriste modernes négligeraient le téléphone portable ou Internet. En revanche, plus sérieusement, on constate une utilisation particulière des vecteurs disponibles. Les cadres du Hezbollah disposaient d'une grande quantité de téléphones portables de manière à n'avoir à utiliser chacun qu'une ou deux fois, déjouant ainsi la détection électronique de leur position. Les insurgés d'Irak et d'Afghanistan, le Hezbollah au Liban reproduisent avec succès dans leur utilisation des médias modernes les procédés traditionnels de la guérilla sur le terrain²⁴ : la concentration des forces pendant un temps limité contre une cible précise, l'attaque soudaine, meurtrière, puis la disparition avant même d'avoir été localisés. La vitesse d'exécution constitue le facteur tactique essentiel. C'est la technique du *swarming*. Le concept est devenu à la mode en raison des travaux de la RAND Corporation²⁵. Il théorise l'action des forces de guérilla qui, éparses et dissimulées, se réunissent soudainement et forment un essaim. Somme toute, ce n'est jamais que la transposition du modèle napoléonien tirant parti de la souplesse du système divisionnaire et du principe de réunion des forces, attaquant par surprise au point où la supériorité est acquise. Il apparaît que cette notion de concentration soudaine est transposable dans le Cyberspace et plus prosaïquement dans le domaine médiatique de l'Info-Com, terrain d'affrontement majeur en Afghanistan et sur les théâtres récents, dès lors que le rapport des forces traditionnelles est déséquilibré, qu'il s'agisse d'échanger de l'information ou de véhiculer de la propagande et de la désinformation.

On constate que sur internet des forums sont créés durant quelques jours, voire quelques heures par une organisation jusqu'alors inconnue qui disparaît, tandis qu'une autre apparaît sur la toile sous un autre nom. Cette mobilité rend extrêmement difficile la traçabilité des utilisateurs. On peut commencer à parler de guérilla dans le Cyberspace face à un adversaire qui n'a pas encore mis en place les contre-mesures, si tant est qu'il en existe.

²⁴ Certains auteurs y voient même une nouvelle forme de la techno-guérilla, voir Joseph Henrotin, « Les adaptations de la guerre irrégulière », in *Stratégie*, numéro spécial 93-96, avril 2009.

²⁵ John Arquilla, « The New Rules of War », *Foreign Policy*, March/April 2010, accessible à : http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/02/22/the_new_rules_of_war.

Le rapport coût-efficacité des vecteurs

Dès 1990, les Etats-Unis créent un studio de télévision aérien susceptible de brouiller les émissions de l'ennemi et de diffuser ses propres programmes. Le concept est remarquable. *Commando Solo* fut utilisé au-dessus de la Serbie avec efficacité technique mais sans que l'on puisse mesurer exactement son impact psychologique. Malheureusement, le système est très onéreux et les Etats européens ont renoncé à se procurer un tel outil. C'est donc un investissement à fonds perdus qui demeure intéressant afin de travailler dans les zones où l'accès est interdit ou très incertain. Ce serait une étrange naïveté de croire qu'Internet a supplanté la radio et la télévision dans les foyers surpeuplés du Waziristan !

A l'opposé, considérons une « arme de pauvre ». Les opérations suicide offrent un des meilleurs ratios entre destruction physique et ébranlement psychologique pour un coût dérisoire.

Les insurgés, trop souvent confondus avec les terroristes, ont utilisé et continuent à employer à grande échelle l'arme du suicide. Cette utilisation avait été initialement considérée comme occasionnelle. Certes, on avait assisté à une vague systématique, de niveau stratégique, contre Israël dès 2001 avec 35 opérations réussies puis 60 en 2002 et une retombée brutale en 2003²⁶.

Les attentats du 11 septembre ont projeté de manière spectaculaire sur le devant de la scène mondiale l'utilisation de cette arme mais le nombre des « martyrs » restait extrêmement réduit. Or, par la suite, on a constaté que ces opérations prenaient un caractère systématique, en Irak d'abord, puis en Afghanistan et au Pakistan. Le nombre de ces opérations s'est accru de manière exponentielle, à la surprise générale des attaqués qui ne s'attendaient pas à un développement aussi important.

Ce type d'opération présente un caractère particulièrement intéressant parce que, tout en produisant des effets de destruction physique importants, le suicide joue à fond sur la dimension psychologique, créant ainsi un nouvel espace de confrontation qui comporte trois volets : la formation des « bombes humaines », leur motivation spirituelle, l'acquisition d'une conviction qui les rend plus forts que la mort ; l'effet de terreur accompagné d'un sentiment initial d'impuissance qui favorise la démoralisation ; un débat moral, religieux, culturel, sociologique visant à interpréter le phénomène.

Car ces opérations sont très diverses et les cibles varient. On retrouve une caractéristique de l'action terroriste : soit un ciblage précis sur des personnalités afin de « décapiter » et de créer un trouble politique, soit « taper dans le tas » de manière indiscriminée afin de créer un climat de terreur mais tout autant pour exacerber les tensions interethniques ou interconfessionnelles. C'est parfaitement clair en Irak.

²⁶ François Géré, *Les Volontaires de la mort. L'arme du suicide*, Paris, Bayard, 2006.

L'opération suicide provoque l'interrogation et insinue le doute. On en vient à se demander qui est le plus juste, le plus légitime, dès lors qu'il s'agit de faire le sacrifice de sa vie ? La contre-insurrection se voit dans l'obligation de traiter le problème au niveau de la psychologie individuelle. Il faut comprendre les mécanismes et « désintoxiquer » le candidat au suicide, cas par cas, chaque homme, chaque femme, chaque enfant. A partir de 2005 se sont développés de nombreux programmes de « déradicalisation » dans les prisons irakiennes, dans les centres de détention de différents pays musulmans. Le succès technique de ces entreprises n'est possible qu'autant qu'il s'accompagne d'un travail idéologique de fond touchant à la « délégitimisation » des tactiques et des principes du salafisme violent. L'Arabie saoudite est entrée – mieux vaut tard que jamais – dans cette voie en entreprenant depuis 2006 une réforme profonde des programmes éducatifs. Même si l'entreprise est pérenne, les effets n'apparaîtront pas du jour au lendemain.

La dimension éthique

A partir du moment où les populations restent l'enjeu majeur – mais certes pas passif, ce que nul ne semble contester – l'éthique et disons les comportements culturels des différents acteurs jouent un rôle considérable. Un ennemi totalitaire, indépendamment de son idéologie politique ou religieuse, n'est pas encombré par une morale qu'il récuse. Mais il est sur son terrain et sa violence s'insère dans des pratiques culturelles où la rudesse est parfois coutumière. Ceci revient à dire que le même châtiment ne comporte pas la même valeur symbolique selon l'appartenance de celui qui l'inflige. Les insurgés tendent constamment à leurs adversaires étrangers des pays démocratiques le piège du comportement mimétique. Des phénomènes comme Guantanamo, Abu Ghraib et le recours au supplice de la baignoire ou de toute autre « gégène »²⁷ constituent de monumentales erreurs dans la conduite de l'action psychologique. Il en va de même des détentions en masse de personnes souvent « raflées » au hasard dans des centres insalubres, comme ce fut pratiqué en Irak à partir de 2003 jusqu'à la reprise en main de la situation par le général Petraeus.

En revanche, les opportunités offertes par l'application de la justice démocratique n'ont pas été utilisées. Les procès des dirigeants baathistes irakiens n'ont guère suscité l'adhésion. Ils ont été la plupart du temps perçus comme des règlements de compte et l'élimination rapide de personnalités encombrantes. Combien recense-t-on, en Afghanistan, de procès publics réguliers bénéficiant d'une vraie défense contre des chefs talibans inculpés de crime, exactions, prévarication, trafic ? Avec une large couverture médiatique, l'ensemble toucherait la population du pays, tandis que les opinions des Etats intervenants trouveraient là matière à une plus forte motivation. L'éthique renvoie au problème de la place de l'homme dans la guerre.

Qui fait quoi ? Des vecteurs et des hommes

Derrière la machine il y a un homme, même dans les processus de communication automatisée les plus sophistiqués. Il va de soi que les opérations psychologiques plus que toutes autres requièrent une

²⁷ Appellation tristement familière de la torture par électricité.

intervention humaine de haute qualité, rigoureusement adaptée aux objectifs recherchés dans un cadre de contre-insurrection où la finalité politique surdétermine l'ensemble des activités. Ce constat de bon sens avait conduit, en son temps, Charles Lacheroy à mettre sur pied un bureau spécial d'armée ainsi que des centres de formation pour les futurs cadres de l'action psychologique. Or, indépendamment de l'échec de cette entreprise pour les raisons évoquées ci-dessus, une tout autre voie l'a emporté, dans les armées occidentales du moins. La haute technologie a fait prévaloir sa supériorité (économique) en réduisant à bien peu les activités psychologiques dont le rapport cout-efficacité n'intéresse guère l'industrie d'armement²⁸.

Il semble qu'il en aille très différemment dans les armées russes et chinoises où l'opacité reste très efficace. Quelques officiers russes, très rares, ont eu latitude pour s'exprimer sur les opérations psychologiques durant les guerres de Tchétchénie. Les erreurs de la première guerre furent corrigées durant la seconde par un impressionnant dispositif de verrouillage de l'information et par une communication très organisée dont la cible principale était, tradition oblige, la population russe. Les organes chargés de ces campagnes restent sous le contrôle direct du président. Sur le terrain, les Russes ne sont pas organisés très différemment des autres armées, conformément à une tradition qui remonte à la Seconde Guerre mondiale. Les opérations psychologiques étant d'une nature particulière, elles ont été intégrées dans la catégorie « opérations spéciales », relevant de ce fait du commandement de ces forces qui opèrent derrière les lignes de l'ennemi ou cherchent le renseignement à l'intérieur même du dispositif. Le terme « opérations psychologiques » est devenu ainsi synonyme de « coups tordus » montés par des unités travaillant sur les lisières du droit international de la guerre.

Les SAS britanniques ont donc pris en charge la composante psychologique de la contre-insurrection. Aux Etats-Unis, les opérations psychologiques relèvent du bureau des « conflits de faible intensité » et les bataillons *psyops* sont basés à Fort Bragg (Caroline du Nord) aux côtés des forces spéciales. Les « conseillers » militaires américains ont constitué en Amérique centrale et au Vietnam une catégorie « à tout-faire ». Il est à craindre que ce phénomène se reproduise en Irak après le départ de la majorité des forces.

En Bosnie, les forces spéciales françaises ont pu prétendre assurer en même temps et parfois avec les mêmes personnels l'élimination physique des *snipers* et l'action psychologique.

Engagée dans les opérations de maintien de la paix dans les Balkans et aujourd'hui en Afghanistan, l'Allemagne a adopté une approche infiniment prudente. Elle dissocie trois catégories de forces : les unités

²⁸ Pour des analyses similaires, mais qui débouchent sur des conclusions diamétralement opposées, voir David E. Johnson, *Military Capabilities for Hybrid Warfare. Insights from the Israel Defense Forces in Lebanon and Gaza*, Santa Monica, RAND Corporation, 2010, accessible à : http://www.rand.org/pubs/occasional_papers/2010/RAND_OP285.pdf.

« ops info », les forces dédiées aux « opérations spéciales » et les forces spéciales proprement dites dont le caractère secret des missions reste préservé. Il est admis que les deux premières peuvent associer leurs actions, en tant que de besoin de manière ouverte comme c'est le cas en Afghanistan depuis le déploiement de l'ISAF. Tout ceci est bel et bon mais ne constitue en rien une réponse appropriée aux conditions de la contre-insurrection dans l'âge de l'information aux mutations induites.

Le problème est donc entièrement à revoir. Pour remplir les missions présentes et futures de l'OTAN, que ce soit de contre-insurrection ou de maintien de la paix, il est devenu indispensable de disposer de personnels compétents afin de conduire l'action psychologique et de contrer efficacement l'info-com ennemie par une présence défensive et offensive sur tous les vecteurs disponibles.

Il faudra aussi admettre que pour tous ceux qui s'engagent dans cette filière professionnelle, les perspectives de promotion soient au moins égales à toutes les autres spécialités.

Avoir rebaptisé la communication de l'OTAN du terme obscur de « diplomatie publique » n'est certainement pas la meilleure façon d'emporter l'adhésion et de surmonter le scepticisme à l'égard d'un discours qui a parfois la pesanteur de la langue de bois et les accents d'une propagande, aussi honnête soit-elle.

En Afghanistan, l'OTAN ne dispose ni de la flexibilité, ni de la réactivité qui conviendraient. La réaction est trop lente. Elle repose sur des communiqués qui doivent être validés au travers d'une chaîne de responsabilités complexe lourdement hiérarchisée. Formulé en des termes négociés qui ont de la langue de bois toutes les caractéristiques, le message, fût-il vrai, arrive trop tard. Richard Holbrooke, ambassadeur extraordinaire pour l'Afghanistan et le Pakistan, félicitait *Radio Free Afghanistan* pour l'initiative des émissions en farsi et l'extension de ses émissions en pachoune vers la zone tribale pakistanaise. Il constatait que l'Amérique, pays de l'information, courrait le risque d'être dépassée, « being out-communicated »²⁹ sur son terrain d'excellence.

Pour autant, la complexité de la situation politique qui pose de grandes difficultés peut être retournée en un avantage. C'est une question de renseignement, de compétences technologiques bien utilisées (notamment dans le domaine géographique) et de savoir-faire sur place. L'Administration américaine multiplie, un peu tard, la présence des anthropologues, ethnologues afin de mieux connaître cette entité bizarre. Il aurait fallu commencer dès 1998 sur la base des connaissances acquises par les antennes de la CIA durant la guerre contre l'Union soviétique, mais ce savoir a été perdu ou n'a pas été entretenu. Il est remarquable que les Etats-Unis n'aient pas cherché à puiser – du moins ouvertement – dans leur riche expérience de la contre-insurrection en Amérique latine, notamment au Salvador, au Nicaragua et en Bolivie. C'est pourtant bien

²⁹ Richard Holbrooke, 18 septembre 2009, sur RFE/RL.

dans ce dernier pays que Che Guevara fut éliminé et avec lui la théorie insurrectionnelle du « foco » qui s'avéra erronée.

Au regard de l'immensité des écarts culturels, le résultat de ces investigations universitaires n'est pas garanti mais l'expérience vaut la peine d'être tentée, sous réserve que les enseignements n'arrivent pas, comme souvent, bien trop tard.

Car elle peut permettre de comprendre la stratégie psychomédiatique des ennemis (et non pas de l'ennemi générique). Est-elle unifiée et dans ce cas par qui ? Existe-t-il un organisme central dédié à la communication ou, pour employer un terme d'une autre époque mais toujours pertinent, l'agit-prop ? Quelle est la part de l'initiative locale ? Qu'est-ce qui relève de la rodomontade, du bluff spontané par rapport à une manœuvre vraiment coordonnée ? Il importe d'orienter les études et le renseignement afin de répondre à ces questions cruciales. Elles permettent d'identifier certains traits de caractère culturel : orgueil, susceptibilité, machisme, code de l'honneur, degré de sensibilité à l'argent sont facilement exploitables. Autant de vulnérabilités qui permettent de favoriser la division de l'ennemi, mais aussi de créer des liens et de construire des alliances plus ou moins durables et efficaces. Les factions ennemies, dans leur diversité, sont donc perméables à toutes sortes d'entreprises de division, d'intoxication, de ralliement sous réserve de disposer d'un soutien local fiable fournissant un renseignement très précis.

Pour un ciblage « informationnel »

Le réexamen de la vieille trilogie des cibles est devenu indispensable. Déjà bien trop simpliste il y a un demi-siècle, elle exige une approche adaptée à l'âge de l'information. Il faut changer de perspective, abandonner l'approche coloniale ou les schémas manichéens de guerre froide, si tant est qu'ils aient jamais été pertinents : il n'y a plus deux camps et les populations-enjeu au milieu.

Aujourd'hui, la reconstruction et l'aide au développement persistent à se faire dans une optique SAS ou Croix-Rouge. Comme le service d'action sociale des armées en Algérie, les militaires s'implantent dans les villages apportant les moyens de remédier à l'extrême pauvreté immédiate, notamment les soins médicaux, puis au-delà des travaux d'infrastructures locales tels que puits, canalisation, etc. Cette intervention est en fait partiellement redondante par rapport aux programmes du CICR et aux organisations humanitaires, chacun se bousculant pour offrir ses services.

Mais, par delà la réelle estime pour les améliorations, l'extrême susceptibilité afghane ne se satisfait pas de ces contributions, dès lors que les populations se sentent dépossédées de la décision et de la maîtrise de transformations, aussi bénéfiques fussent-elles.

S'agit-il de gagner à « notre » cause ? Non pas, mais bien plutôt d'accompagner, de « faire un bout de chemin ensemble » vers un but qui soit compatible sinon commun, afin d'obtenir un succès qui arrange et serve les intérêts des uns et des autres. Il s'agit bien plutôt d'une

négociation dite du bazar, visant à trouver le meilleur arrangement possible. « Les populations », représentées par leurs chefs locaux, constituent un interlocuteur tout comme dans une négociation syndicale occidentale. La stratégie en Afghanistan devrait donc se développer selon une approche « accords de Grenelle ». Nous ne sommes et ne devons pas nous présenter comme un acteur de l'affrontement mais comme un « honnête courtier » selon la formule de Bismarck, un puissant intermédiaire qui apporte ses services, de toutes sortes, pour ramener la prospérité (pas forcément la stabilité, et la démocratie moins encore) à ce pays. Il faut faire valoir concrètement que l'OTAN n'est pas là pour rester, et n'entend nullement occuper une terre de l'Islam, mais pour aider à construire une société dont le fonctionnement corresponde à une mutualité d'intérêts locaux. L'objectif est de rétablir cette situation de consensus politique qui avait prévalu jusqu'à l'intervention soviétique puis avait été totalement brisée par la dictature talibane. L'OTAN ne cherche pas à gagner les populations à « sa » cause ou à « ses » valeurs mais à créer ou à favoriser une *convergence* pacifique d'intérêts entre les différentes composantes de la société locale.

Chacun sait qu'il n'existe aucune entité homogène nommée « talibans »³⁰. Ce vocable confus qui rappelle désagréablement la notion de « rebelles » que le gouvernement français utilisait en Algérie, recouvre une multiplicité d'acteurs dont les intérêts varient au gré des événements et des rapports de force temporairement modifiés par telle ou telle offensive de l'OTAN. Certains groupes liés à Mollah Omar ou Gulbuddin Hekmatyar constituent une fraction radicale qui cherche à dominer le milieu pachtoune. Mais aujourd'hui leur capacité d'action et surtout leur pouvoir de décision diminuent en raison de la montée d'une nouvelle génération de commandants locaux affranchis – partiellement – des liens avec l'ISI (les services pakistanais) et des services iraniens³¹.

Les bureaucraties occidentales, et particulièrement l'OTAN, ne disposent pas de la plasticité intellectuelle et administrative qui leur permettrait de prendre en compte cette situation. *L'asymétrie se situe là aussi !*

La convergence d'intérêts pourrait, s'il en est encore temps, se créer en établissant des niveaux de communication appropriés. Ceci suppose que côté OTAN chacun dispose d'un objectif politique clair.

³⁰ Il existe bel et bien un mouvement taliban. Mais ce que les médias occidentaux et la diplomatie publique de l'OTAN nomment « talibans » prétend couvrir l'ensemble des oppositions à la présence des forces étrangères et au régime de M. Karzaï.

³¹ Ahmed Rashid développe ce point de vue dans son ouvrage *L'ombre des Talibans*, Paris, Autrement, 2008, plus récemment dans l'article « North Waziristan Terrorism's New Hub ? », *New York Times*, 5 mai 2010. S'agissant des services iraniens, la question est sujette à controverse. S'il est avéré qu'Hekmatyar reste une carte dont l'Iran peut jouer, il n'est pas sûr que la nouvelle génération des commandants afghans soit disposée à passer alliance avec Téhéran (*sources personnelles de l'auteur*).

L'OTAN n'est pas en Afghanistan par pur humanisme et philanthropie mais pragmatiquement parce que l'intérêt de la société afghane, dans toute sa diversité, et le nôtre qui n'est pas moins divers, français, européens, américains *coincident* sur quelques points essentiels : l'élimination des étrangers qui préparent des actions terroristes, qui cherchent à déstabiliser les équilibres traditionnels, imposer des modes de vie nouveaux, etc. Cette position politique aura à se développer au travers de la palabre que chacun, à son niveau, doit être en mesure de tenir, sur la base d'un argumentaire qui lui aura été fourni et, si possible, d'une formation culturelle de base. De ce point de vue, la France a pris la mesure des situations. Chaque officier connaît le cadre général de l'action, l'équilibre entre une coercition mesurée et les activités liées à la reconstruction. Tout en restant inévitablement dépendant du renseignement local, il a appris à juger ses interlocuteurs, chefs de villages paisibles ou petits « commandants », avec lesquels il est possible de traiter, fût-ce de manière précaire. S'il connaît les rudiments d'une langue locale (pachtou, dari), cet officier pourra même servir d'intermédiaire ou d'arbitre dans les innombrables contentieux, souvent liés aux trafics et aux querelles d'honneur. Toutefois, il y a lieu de regretter que ces dernières années, de nombreuses compétences aient été perdues en raison du départ d'officiers de haute qualité pour des raisons budgétaires et de gestion bureaucratique des ressources humaines.

Une fois posé ce principe, la conduite des opérations devrait se réorganiser dans une perspective radicalement informationnelle – ne disons pas « médiatique », ce serait réducteur. La planification des opérations et l'usage de la force doivent être orientés en fonction des effets psychologiques qu'ils peuvent produire. Détruire une concentration de forces réputées « talibanes » peut ne pas constituer une priorité. Le succès de l'opération sera ignoré ou vite oublié puisqu'il faudra la recommencer. Pour autant, il serait risqué de laisser à l'ennemi toute latitude pour concentrer ses moyens. Il paraît donc utile de créer une manœuvre médiatique complémentaire des effets psychologiques induits par l'action physique des forces armées.

Elle repose sur deux catégories d'opérations : physico-centrées, ponctuelles, très ciblées, très discrètes, comportant une importante prise de risques ; psycho-centrées, spectaculaires, essentiellement conçues en direction des médias, sans prise de risques mais sans pour autant constituer des mises en scène. *La définition des cibles toujours renseignée au mieux de ce qui peut être obtenu devra obéir à cette dichotomie.*

Conclusion : un bref retour sur quelques idées reçues

Face à des situations aussi nouvelles et complexes il serait présomptueux de prétendre donner des leçons *ex cathedra*. Tout au plus l'auteur de ces lignes envisage, à titre personnel, de suggérer des stratégies et des tactiques adaptées procédant de son analyse des événements passés et de sa connaissance empirique des situations présentes. Dans cette étude, un très petit nombre de principes ont été présentés comme autant de constantes. On les complétera par la réfutation ou le simple nuancement de certaines idées reçues.

1. On dit souvent : le temps joue en faveur de la guérilla. Elle n'a qu'à lasser l'adversaire, l'occupant étranger, en usant son moral, en ébranlant ses motivations initiales. La guérilla apparaît ainsi comme une forme de guerre d'usure. C'est globalement vrai.

Cependant, un autre décalage temporel, une autre désynchronisation vient s'ajouter. C'est le temps d'adaptation d'une machine militaire lourde disposant de doctrines inadaptées aux nouvelles conditions de l'affrontement. Et cette machine intelligente sait se réformer pour trouver d'abord les parades, puis les ripostes. Mais l'efficacité militaire arrive souvent trop tard par rapport à la lassitude politique. Elle ne parvient pas à remonter le handicap. Il est donc essentiel pour la guérilla d'infliger précocement et rapidement des coups très durs, de créer des occasions spectaculaires afin de produire le découragement moral de l'envahisseur/occupant. Aujourd'hui, en raison de l'amplification médiatique, l'effet déprimant s'obtient grâce à la répétition de quelques coups qui, au total, font peu de victimes mais sont régulièrement assénés à l'opinion en sorte qu'elles finissent par en orienter la psychologie.

2. La culture militaire occidentale serait hostile aux opérations psychologiques et à la contre-insurrection.

Les organisations militaires classiques n'aiment guère mener des opérations de contre-guérilla. C'est contraire à l'esprit militaire, aux traditions, aux valeurs ; cela conduit à des opérations « sales » incompatibles avec l'honneur. C'est bon pour les organismes « spéciaux ». Mais s'il faut le faire, on le fait ! On oublie tranquillement que la déception et toutes les actions « grises » constituent un élément traditionnel de l'action des forces armées les plus classiques.

A l'opposé, les organisations révolutionnaires et les insurgés de toute nature valorisent les stratégies indirectes et les diverses formes de la guerre psychologique. De ce fait, elles recourent à la kalachnikov tout comme aux vecteurs de communication les plus sophistiqués en utilisant les procédés traditionnels de la guérilla : légèreté, souplesse vitesse, surprise, etc. Ces procédés peuvent eux-mêmes se modifier, en fonction des opportunités offertes par un nouveau vecteur (internet n'est pas le téléphone) en fonction de la portée qu'il offre (locale régionale, continentale, mondiale).

3. Les puissances impériales ou coloniales ont, dit-on, été mises à genoux par les guérillas. On cite Napoléon en Espagne. Et puis ? On oublie les succès de la contre-insurrection menée par le général Suchet en Catalogne et l'intervention décisive de Wellington à partir du Portugal. En réalité, il est rare qu'une insurrection soit parvenue à l'emporter à elle seule, sans soutien extérieur, sans arrières au-delà des frontières, sans un fractionnement de la « communauté internationale » dont elle puisse tirer parti. La Chine a servi d'arrière au Vietnam du Nord. La Tunisie fut la base arrière de l'ALN jusqu'à l'interruption efficace permise par la ligne Morice.

Aujourd'hui, l'Afghanistan n'échappe pas à la règle. Le succès de certains Talibans dépend du Pakistan, de l'Iran et des républiques d'Asie centrale sur lesquelles la Russie et la Chine veillent de plus en plus à travers l'organisation de coopération de Shanghai.

4. Il est temps par-delà des simplifications hâtives qui furent parfois catastrophiques de revenir à un pragmatisme correspondant à la complexité des affrontements actuels. Ce sera l'occasion de s'y retrouver en matière de Droit. Dans ce domaine hautement sensible, on constate aujourd'hui un phénomène de ciseaux : d'un côté de plus en plus de guerres irrégulières, hors droit et hors normes menées par des hors la loi, de l'autre une « judiciarisation » croissante de la conduite des opérations et des règles d'engagement par les armées régulières occidentales.

5. L'étroite coordination entre les actions militaires classiques et les opérations psychologiques exige une intégration bien plus importante que ce qui existe aujourd'hui. Le dispositif est à repenser de manière à créer de véritables unités de guerre psychologique clairement identifiées qui ne soient ni des gadgets, ni des supplétifs occasionnels, profondément adaptées à l'ère de l'information. La dissociation des actions à dominante physique et celles principalement psychologiques peut conduire à des situations tactiques désastreuses. A titre d'exemple, signalons qu'au Kosovo les tracts lancés par avion invitaient les soldats serbes à rester dans leurs casernes et à ne pas intervenir contre les forces de l'OTAN qui prenaient position. Une heure plus tard, ces mêmes casernes étaient bombardées. Ce genre d'erreur ne se répare pas.

6. L'information-communication constitue un terrain psychologique qu'il faut créer et entretenir en permanence. Il convient d'y prendre et conserver l'initiative afin de communiquer le premier. Il est indispensable de tenir en continuité un discours, ce qui métaphoriquement équivaut à ce que l'on nommait jadis occuper le terrain.

Mais le virtuel ne se substitue jamais au matériel. Le succès tient à la juste combinaison de deux dimensions. La contre-insurrection assortie des opérations psychologiques repose sur ces principes. Reste à savoir s'il n'en est pas de même de la guerre au XXI^{ème} siècle, en ses formes actuelles. C'est affaire de dimension.

7. La conception et la planification des opérations psychologiques ouvertes exige préalablement le secret, au même titre que n'importe quelle action militaire ou n'importe quelle innovation industrielle. Encore faut-il savoir motiver, rendre conscient et responsable. Les fuites par malveillance sont statistiquement très faibles au regard de l'étourderie et de l'insouciance à l'égard de la valeur des enjeux. Quant aux opérations psychologiques « noires » et aux campagnes de désinformation, il est bien vrai que leur élaboration tend à devenir de plus en plus délicate. Pour autant, les sociétés dites démocratiques savent encore jouer du secret. Elles apprennent à se jouer des médias, des fuites et autres sursauts de la bonne conscience. La transparence absolue et immédiate n'est pas près de s'imposer. A cela s'ajoute l'exploitation de la vitesse de diffusion d'une information. L'essentiel repose sur la capacité à faire croire à quelque chose pendant un moment, fût-il bref, en sorte que, paraissant justifiée, l'action devienne possible. Malheur aux vérités qui arrivent en retard !

Références

Ouvrages et monographies

- CHALIAND Gérard, *Stratégies de la guérilla*, Paris, Mazarine, 1979.
- CALLWELL Charles, *Petites guerres*, Paris, Economica, 1998.
- CUA Diane S., *An Analysis of Hizbullah Use of Media*, Naval Post Graduate School, Monterey, 2007, accessible à : <http://www.dtic.mil/cgi-bin/GetTRDoc?AD=ADA473873&Location=U2&doc=GetTRDoc.pdf>.
- DOMENACH Jean-Marie, *La propagande*, Paris, Presses Universitaires de France (Que Sais-Je ?), 1950.
- ELLUL Jacques, *Propagandes*, Paris, Armand Colin, 1962.
- GALULA David H., *Contre-insurrection. Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008.
- GERE François, *La Guerre psychologique*, Paris, Economica, 1997.
- GERE François, *Les Volontaires de la mort, l'arme du suicide*, Paris, Bayard, 2006.
- JOHNSON, David E., *Military Capabilities for Hybrid Warfare. Insights from the Israel Defense Forces in Lebanon and Gaza*, Santa Monica, RAND Corporation, 2010, accessible à : http://www.rand.org/pubs/occasional_papers/2010/RAND_OP285.pdf.
- JONES Seth G., *Counterinsurgency in Afghanistan*, Santa Monica, RAND Corporation, 2008, accessible à : http://www.rand.org/pubs/monographs/2008/RAND_MG595.pdf.
- LEGER P. A., *Aux carrefours de la guerre*, Paris, Albin Michel, 1983.
- MARTIN Alexis, *Technique de la guerre occulte*, Paris, Flammarion 1963.
- MEGRET Maurice, *La guerre psychologique*, Paris, Presses Universitaires de France (Que Sais-Je ?) 1956.
- MEGRET Maurice, *La guerre psychologique*, Paris, Fayard, 1959.
- MONNEROT Jules, *Sociologie du communisme*, Paris, Gallimard, 1952.
- PAGET Julian, *Counterinsurgency Operations: Techniques of Guerilla Warfare*, New York, Walker and Co., 1967.
- RASHID Ahmed, *L'ombre des Talibans*, Paris, Autrement, 2008.
- SOUYRIS André, « Un procédé de contre guérilla : l'auto-défense des populations », *Revue de défense nationale*, n° 6, juin 1956.
- THOMPSON Leroy, *The Counterinsurgency Manual*, Barnsley, Greenhill Books, 2006.

TIRA Ron, *The Limitations of Standoff Warfare Firepower-Base Operations: On Standoff Warfare, Maneuver, and Decision*, INSS, memorandum 89, mars 2007, accessible à : [http://www.inss.org.il/upload/\(FILE\)1188302040.pdf](http://www.inss.org.il/upload/(FILE)1188302040.pdf)

TRINQUIER Roger, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2008.

Articles

ARQUILLA John, « The New Rules of War », *Foreign Policy*, March/April 2010, accessible à : http://www.foreignpolicy.com/articles/2010/02/22/the_new_rules_of_war

CHASSIN Leo-Max, « Du rôle idéologique de l'armée », *Revue militaire d'Information*, octobre 1954.

HENROTIN Joseph, « Les adaptations de la guerre irrégulière », *Stratégique*, numéro spécial 93-96, avril 2009.

HOGARD Jacques, « Le soldat dans la guerre révolutionnaire », *Revue de défense nationale*, n° 2, février 1957.

LACHEROY Charles, « Scénario-type de guerre révolutionnaire », *Revue des Forces terrestres*, n° 6, octobre 1956.

Communications

ARON Raymond « La guerre psychologique », série de conférences devant les auditeurs de l'IHEDN, 1956-58.

Informations aux lecteurs

Si vous êtes intéressé(e) par d'autres publications de la collection, veuillez consulter la section « Focus stratégique » sur le site internet de l'Ifri :

www.ifri.org

Les derniers numéros publiés de la collection « Focus stratégique » sont :

- Amaury de Féligonde, « La coopération civile en Afghanistan. Une coûteuse illusion ? », *Focus stratégique* n°24, août 2010.
<http://www.ifri.org/downloads/fs24defeligonde.pdf>
- Pierre Chareyron, « Les armées britanniques. Un modèle en crise », *Focus stratégique*, n° 23, juillet 2010.
<http://www.ifri.org/downloads/fs23chareyron.pdf>
- Anne-Henry de Russé, « La France dans l'OTAN. La culture militaire française et l'identité stratégique en question », *Focus stratégique*, n° 22, juin 2010
<http://www.ifri.org/downloads/fs22derusse.pdf>
- Corentin Brustlein, « La fin de la projection de forces ? II. Parades opérationnelles et perspectives politiques », *Focus stratégique*, n° 21, mai 2010.
<http://www.ifri.org/downloads/fs21brustlein.pdf>
- Corentin Brustlein, « La fin de la projection de forces ? I. La menace du déni d'accès », *Focus stratégique*, n° 20, avril 2010.
http://www.ifri.org/downloads/fs20brustlein_1.pdf
- Aline Leboeuf, « Soutien santé : le défi afghan », *Focus stratégique*, n° 19, mars 2010.
http://www.ifri.org/downloads/fs19leboeuf_1.pdf
- John Gordon, « La transformation, pour quoi faire ? Défis d'aujourd'hui et de demain », *Focus stratégique*, n° 11 bis, janvier 2010.
<http://www.ifri.org/downloads/fs11bisgordon.pdf>